

m'a confiée mon souverain, je dois me préoccuper des soins que m'impose mon devoir comme mon droit de commandant en chef de l'armée française.

« Ma lettre du 11 juillet a exposé à Votre Majesté mes devoirs en vue des éventualités d'une prochaine évacuation par une notable portion de l'armée confiée à mon commandement.

« Comme conséquence naturelle des événements et des appréhensions qu'il m'est permis de concevoir sur le rôle que l'élément mexicain joue dans ce pays, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Majesté qu'il me sera impossible de laisser mes troupes à Guaymas et à Mazatlan.

« Depuis longtemps le gouvernement mexicain a pu et dû s'occuper d'assurer le maintien du pouvoir impérial dans ces deux places. Je me vois forcé de laisser la Sonora et le Sinaloa aux seules ressources dont dispose le gouvernement de Votre Majesté, et je ne tarderai pas à rappeler les troupes françaises qui occupent ces contrées éloignées.

« Quant aux fonctionnaires qui ont prêté leur concours au gouvernement de Votre Majesté, je les crois trop habiles, ou pour s'être compromis inutilement ou pour s'exposer à des éventualités prévues par eux.

« Ils ont su jusqu'ici et sauront tous, dans l'avenir se mettre d'eux-mêmes à l'abri de tout danger... — Bazaine. »

Un nouveau sujet de dissentiment vint tendre la situation entre l'empereur et le maréchal qui paraissait fluctuer parfois dans ses sentiments, ses vues ou ses projets. De retour à Mexico, le maréchal intima l'ordre au général Osmont, ministre de la guerre, à l'intendant Friant, ministre des finances, et au capitaine Pierron, chef du secrétariat de l'empereur d'opter entre leur position auprès de Sa Majesté et celle qu'ils occupaient dans le corps expéditionnaire. Pour le capitaine Pierron, je ne sais si cet ordre lui fut donné au mois de juillet ou au mois de septembre. Je n'ai jamais compris l'animosité du quartier général contre ce capitaine de zouaves, vrai type de fidélité, de dévouement, d'intelligence,

de travail et de loyauté. La position qu'il occupait auprès de l'empereur, avec le consentement du maréchal, ne pouvait froisser ni les règles hiérarchiques, ni les susceptibilités de ses supérieurs. Loin d'être satisfait de voir cette position occupée par un officier français, au lieu de l'être par un Mexicain, ce pauvre capitaine n'eut pas à se louer d'avoir été attaché au cabinet de l'empereur; un sentiment de justice me fait craindre qu'il ne soit laissé, longtemps encore, simple capitaine, tandis que l'équité devrait, à titre de récompense pour services exceptionnels, lui donner de l'avancement et le couvrir d'honneurs.

Quant au général Osmont et à l'intendant Friant, malgré les services réels que leur haute intelligence leur permettait de rendre à la cause de l'empereur qui, après tout, était notre cause, il était incontestable qu'ils ne pouvaient occuper indéfiniment le poste de ministre qu'on leur avait permis d'accepter, mais il est étrange qu'on ait pris pour motif de leur rappel une modification ministérielle dans un sens conservateur, puisque tous les ministres et tous les hauts fonctionnaires qu'on avait eus jusqu'alors et dont se plaignait sans cesse le maréchal, étaient libéraux. M. de Kératry, en disant que les dissensions entre l'empereur et le maréchal, ainsi que la chute de l'empire provinrent du ministère réactionnaire nommé à la dernière heure, n'aurait pas dû publier toutes les lettres qui prouvent le contraire de ce qu'il affirme.

M. de Kératry, dans son réquisitoire fantaisiste contre le gouvernement français, ne s'aperçoit pas qu'il accuse fréquemment le maréchal, en croyant le défendre, et qu'il tend à prouver que le maréchal ne s'accordait pas plus avec les conservateurs qu'avec les libéraux. Les faits et les documents qu'il cite sont constamment en opposition avec les conclusions qu'il en tire; on voit que la logique ne lui est pas plus familière que l'histoire du Mexique. L'empereur, s'apercevant trop tard que les libéraux dont il s'était entouré jusqu'alors l'avaient conduit insensiblement à sa perte, se jette enfin dans les bras des conservateurs au mois de juil-

let 1866, et remplace le capitaine Pierron, qu'on lui enlève forcément, par l'abbé Fisher qui devient chef de son secrétariat. L'abbé Fisher était un choix déplorable; mais, puisqu'on dit que sa vie privée n'était point en rapport avec le respect qu'il devait à son habit, il ne pouvait pas être un clercal bien féroce. Les conservateurs répondirent à l'appel de Maximilien, bien convaincus qu'à cette heure tardive, ils ne faisaient qu'exposer leur vie et leur fortune. Les paroles du maréchal dans sa lettre du 12 août ne pouvaient pas s'appliquer à leur parti, écarté du pouvoir depuis 1864, et qui, en 1867, a fourni bien des victimes aux vengeances des juaristes, les uns ayant été fusillés et les autres emprisonnés.

Pourquoi donc attribuer à l'abbé Fisher une importance aussi exagérée, une influence aussi décisive dans les déterminations de l'empereur? Évidemment, parce que lorsqu'il fut question de faire abdiquer Sa Majesté, il fallait que l'insuccès des démarches du maréchal Bazaine, de M. Dano et du général Castelnau tombât sur quelqu'un autre que sur eux. Au dessus de l'influence improvisée de l'abbé Fisher, il y avait le caractère et la forme de la pression exercée sur l'empereur par les trois personnages susnommés, il y avait l'attitude des États-Unis, celle de l'empereur d'Autriche, formulée dans une dépêche à M. Lago, après la mission de M. Eloin; il y avait une lettre de l'archiduchesse Sophie, dans laquelle la mère de l'empereur priait son fils de ne pas revenir encore en Autriche. L'empereur Maximilien avait bien des faiblesses, mais il n'a jamais eu la bonhomie de compromettre son honneur ou sa vie par déférence pour l'abbé Fisher. Cette parenthèse était nécessaire pour mettre sous leur vrai jour les événements qui vont se dérouler.

On sait que le général Castelnau, parti au mois de septembre en mission extraordinaire, arriva au Mexique au mois d'octobre. L'empereur Maximilien, désespéré par la maladie de l'impératrice, autant que par la situation politique et militaire dans laquelle il se trouvait, n'attendit pas le général Castelnau. La neutralité des Américains était violée à Mata-

mos tombée entre les mains des juaristes; les troupes dissidentes suivaient notre mouvement de concentration et s'emparaient, sans coup férir, des villes que nous abandonnions; Porfirio Diaz, que les Autrichiens avaient laissé échapper de sa prison à Puebla, avait repris Oajaca; l'empereur, dans un état de faiblesse extrême, malade et résolu d'abdiquer, partit pour Orizaba le 21 octobre.

Comme je l'ai déjà dit en parlant de la politique des États-Unis, la question mexicaine touchant à son terme, le cabinet de Washington n'avait plus devant lui que la question *féniane* pour opérer les virements d'opinions indispensables à l'obtention d'une majorité dans le congrès. La dépêche du 9 novembre de M. de Montholon, dit textuellement: « La question féniane va désormais faire les frais de la politique extérieure. Le résultat des élections est tout en faveur de l'opposition et passe condamnation sur la politique présidentielle pour la reconstruction de l'Union. Le parti républicain et radical est, du reste, en ce qui nous concerne, très nettement opposé à tout conflit extérieur. — Montholon. » Le gouvernement français savait donc à quoi s'en tenir sur l'attitude des États-Unis, et ne subit en ce moment aucune pression de ce côté-là à l'égard du Mexique. Néanmoins, tant que nos troupes n'étaient pas rapatriées, M. Seward pouvait espérer qu'une démonstration en faveur de Juarez lui serait utile; c'est alors qu'il inventa la mission de M. Campbell et du général Sherman qui s'embarquèrent à New-York le 11 novembre pour le Mexique. Les instructions données à ces deux agents des États-Unis étaient vagues comme leur mission. Après un court séjour à Tampico, ils vinrent à Vera-Cruz à la fin du mois; la ville était en fête; elle venait d'apprendre la résolution de l'empereur de ne pas abdiquer et de rester au Mexique. Les deux agents partirent aussitôt pour la Havane, sans s'aboucher avec les autorités françaises.

Voici ce qui s'était passé. Le 22 novembre, les journaux de la capitale annoncèrent que, sur la demande de l'empereur,

reur, les ministres et les conseillers d'État se rendraient à Orizaba pour conférer avec Sa Majesté. A mon avis, c'est par le courrier du 10 novembre qu'ont dû arriver la lettre de M. Éloin, la dépêche du gouvernement autrichien à M. Lago et la lettre de l'archiduchesse Sophie à l'empereur. Dans tous les cas, Sa Majesté a certainement reçu ces trois communications pendant le mois de novembre, car l'empereur, jusqu'alors décidé à remettre le pouvoir suprême entre les mains de ses ministres et de ses conseillers d'État ou d'un congrès, préparant depuis la dernière quinzaine d'octobre et son abdication et son départ du Mexique, changea subitement de résolution. Or, il n'est pas admissible que la mission Castelnau, qui ne modifiait en rien les déterminations du gouvernement français consignées dans la dépêche du 31 mai, que la mission Campbell-Shermann, qui ne débarqua même pas à Vera-Cruz, lesquelles deux missions, du reste, étaient d'accord dans leur résultat, avec les dispositions de Sa Majesté, il n'est pas admissible, dis-je, que ces deux missions aient motivé la brusque résolution de l'empereur de rester au Mexique. D'autres influences plus sérieuses le déterminèrent; ces influences il faut les chercher dans les trois documents dont j'ai déjà parlé.

Je n'ai lu ni la lettre de l'archiduchesse Sophie, ni la dépêche adressée à M. Lago; mais des personnages qui les ont lues, m'ont dit que la première contenait une prière à l'empereur de ne pas compromettre son honneur en revenant dans les circonstances actuelles, et de rester encore au Mexique en dépit des dangers qui l'entouraient; la seconde, d'après les mêmes informations, aurait déclaré à Sa Majesté que son titre d'empereur ne serait pas reconnu en Autriche, que le pacte de famille serait exécuté et qu'on prierait Sa Majesté de ne pas s'occuper de politique. Enfin, l'on sait que M. Eloin, envoyé en mission secrète au commencement de l'année, eut la maladresse d'adresser une lettre au « consul du Mexique à New-York » vers la fin de septembre. Les États-Unis, n'ayant pas reconnu le gouvernement impérial,

cette lettre fut remise à M. Romero, agent de Juarez, qui s'empressa de la publier dans les journaux. Telle est la version, généralement admise, de la publicité qu'elle a eue. Elle est datée de Bruxelles, 17 septembre; en calculant les départs des courriers européens pour l'Amérique, le trajet, les vicissitudes qu'elle a subies aux États-Unis, les rares communications entre New-York et Vera-Cruz, on comprendra facilement que cette lettre n'a pu parvenir à l'empereur avant le mois de novembre. Voici les principaux extraits de cette lettre écrite par un individu auquel notre gouvernement a donné la croix de la Légion d'honneur qu'il portait au cou.

« Sire. — L'article du *Moniteur* français désavouant l'entrée aux ministères de guerre et des finances, prouve que désormais, et sans pudeur, le masque est jeté. La mission du général Castelnau, aide de camp et homme de confiance de l'empereur, bien que secrète, ne peut avoir d'autre but, selon moi, que de chercher à provoquer au plus tôt une solution... le gouvernement français voudrait qu'une abdication précédât le retour de l'armée et qu'ainsi il lui fût possible de procéder seul à réorganiser un nouvel état de choses capable d'assurer ses intérêts et ceux de ses nationaux. J'ai l'intime conviction que Votre Majesté ne voudra pas donner cette satisfaction à une politique qui doit répondre tôt ou tard... de ses actes et des conséquences fatales qui en seront la suite.

« Cependant, j'ai l'intime conviction que l'abandon de la partie avant le retour de l'armée française serait interprété comme un acte de faiblesse, et l'empereur tenant son mandat d'un vote populaire, c'est au peuple mexicain, dégagé de la pression d'une intervention étrangère, qu'il doit faire un nouvel appel, et c'est à lui qu'il faut demander l'appui matériel et financier indispensable pour subsister et grandir.

« Si cet appel n'est pas entendu, alors Votre Majesté ayant accompli sa noble mission jusqu'à la fin, reviendra en Europe avec tout le prestige qui l'accompagnait au départ, et

au milieu des événements importants qui ne manqueront pas de surgir, elle pourra jouer le rôle qui lui appartient à tous égards.

« Parti de Miramar le 4 de ce mois avec la résolution de m'embarquer à Saint-Nazaire, après avoir pris des ordres de S. M. l'impératrice, j'ai été entraîné à ajourner de nouveau mon départ. Il fallait cette haute influence pour changer une détermination que mon dévouement me conseillait comme l'accomplissement d'un devoir. »

« En traversant l'Autriche, j'ai pu constater le mécontentement général qui y règne. Rien ne se fait encore. L'empereur est découragé; le peuple s'impatiente et demande publiquement son abdication. Les sympathies pour Votre Majesté se communiquent ostensiblement à tout le territoire de l'empire. En Vénétie, tout un parti veut acclamer son ancien gouverneur; mais quand un gouvernement dispose des élections sous le régime du suffrage universel, il est facile de prévoir le résultat.

« D'après les derniers ordres de Votre Majesté, j'expédie par ce courrier un télégramme chiffré à Roccas, pour avertir Votre Majesté de l'arrivée du général Castelnau et du désaveu donné à Osmont et Friant.

« J'ai appris par G... que l'attitude douteuse prise à Paris par 2146 — sans doute M. Almonte — devenait chaque jour plus publique. Depuis quelque temps il comble d'égards et d'argent le jeune Salvador (Iturbide), qui, lui-même ne comprend rien à ce changement. Je crois nécessaire de reprendre le jeune homme près de moi en attendant la fin de ses vacances... — Eloin. »

Il n'est pas étonnant qu'après la réception de cette lettre, celle de sa mère et celle de son frère, l'empereur, sachant l'Autriche découragée par la bataille de Sadowa et croyant exacts les renseignements de M. Eloin, se décidât subitement à ne plus abdiquer pour le moment. Résolut-il de soutenir seul la lutte contre les dissidents, puis, après avoir triomphé des armées juaristes, réunir un congrès et lui re-

mettre entre les mains les destinées de la nation? C'est probable; ce projet, d'ailleurs, n'avait rien d'extravagant; l'histoire de la république nous apprend que bien des présidents se sont sortis d'une position aussi difficile, sinon pire que celle dans laquelle se trouvait alors l'empereur. Marquez et Miramon lui offrirent leur épée; les conservateurs lui promirent quatre millions de piastres; le danger commun lui ramena bien des esprits, il pouvait espérer le triomphe sans paraître insensé.

Le 1^{er} décembre, le *Diario* publiait la nouvelle suivante :

« Les délibérations des conseils de ministres et d'État ont été closes. D'accord avec leur vote, S. M. l'empereur a pris la résolution de conserver le pouvoir et de retourner bientôt dans la capitale.

« Cette noble et patriotique résolution du souverain, adoptée hier définitivement, a causé une impression ineffable de joie à Orizaba où elle a été célébrée au son des cloches, des pétards, de la musique et de toute espèce de démonstrations joyeuses. »

Le manifeste de l'empereur publié à cette occasion était ainsi conçu :

« Mexicains. — Les circonstances si graves qui touchent au bien-être de notre patrie et qui disparaissent devant nos malheurs domestiques, ont provoqué dans notre esprit la conviction que nous devons vous rendre le pouvoir que vous nous aviez confié.

« Nos conseils des ministres et de l'État convoqués par nous ont été d'avis que le bien du Mexique exigeait que nous restassions au pouvoir. Nous avons cru de notre devoir d'accéder à leurs instances, en vous annonçant tout à la fois notre intention de réunir un congrès national sur les bases les plus larges et les plus libérales, auquel participeront tous les partis. Ce congrès déterminera si l'empire doit continuer dans l'avenir, et, au cas affirmatif, concourra à la formation des lois vitales pour la consolidation des institutions publiques du pays. Dans ce but, nos conseils se préoc-

cupent actuellement de nous proposer toutes les mesures opportunes, et, en même temps, font les démarches nécessaires pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

« En conséquence, Mexicains, en comptant sur vous tous sans exclusion d'aucune couleur politique, nous nous efforcerons de poursuivre avec courage et constance l'œuvre de régénération que vous avez confiée à votre compatriote. — Maximilien. »

Le 3 décembre, M. Lares, président du conseil des ministres, et M. Luis de Arroyo notifèrent au maréchal Bazaine, à M. Dano et au général Castelnau la résolution de l'empereur et demandaient en même temps la remise aux troupes mexicaines des établissements et magasins militaires. La surprise et le mécontentement de nos représentants furent extrêmes; le général Castelnau et M. Dano durent regretter profondément de n'avoir pas répondu, le 18 novembre, à l'appel que leur faisait l'empereur et d'avoir peut-être fait échouer l'abdication de Sa Majesté, pour n'avoir pas voulu se donner la peine de faire soixante lieues par de mauvais chemin. Leur désappointement se manifesta dans la presse française de Mexico, qui s'inspirait à la légation de France et au quartier général. Pendant le mois de décembre, il parut dans ces journaux des articles contre la décision de Sa Majesté, contre l'administration Lares, et même des articles en faveur d'Ortega. La diplomatie cédait la place au dépit, et, franchement, ce n'était ni digne ni convenable. Lorsque l'empereur s'arrêta sous Puebla en remontant à Mexico, M. Dano et le général Castelnau allèrent auprès de Sa Majesté — sans se laisser accompagner du maréchal — tenter de faire revenir l'empereur sur sa décision; mais, si l'on en croit la chronique, la forme de leur langage aurait indisposé Sa Majesté contre eux et leur mission.

Cette tension des rapports entre M. Dano, le général Castelnau et le gouvernement impérial amena un conflit relativement à l'exécution de la convention du 30 juillet qui devait

être mise en vigueur le 1^{er} novembre. A cette heure suprême, les douanes ne devaient rapporter que des sommes trop minimes pour nous dédommager de nos sacrifices et sauver l'empire qui n'existait déjà plus. D'une part, le gouvernement mexicain ne pouvait naturellement pas payer des troupes étrangères dont l'entretien était beaucoup plus dispendieux que celui des troupes mexicaines; d'autre part, l'empereur Maximilien, ne voulant pas associer les étrangers aux périls qui les menaçaient, les délia de leurs engagements. Au mois de janvier, le général Castelnau reçut une dépêche qui lui disait de rapatrier tous ceux qui le voulaient. Le corps belge, on se le rappelle, devait rentrer; le baron Lago pria le maréchal Bazaine de faire rentrer également le corps autrichien. La légion étrangère qui devait rester après le départ de nos troupes, ne pouvant être entretenue par le gouvernement mexicain, dut rentrer pareillement. A la fin du mois de janvier 1867, tous ces corps se dirigèrent sur Vera-Cruz.

Le 14 de ce même mois, la résolution de l'empereur Maximilien de rester à la tête des affaires fut affirmée par le résultat d'une nouvelle conférence analogue à celle d'Orizaba. L'assemblée se composait de MM. Lares, Lacunza, Marin, Garcia Aguirre, Mier y Teran, Campos, Pereda, général Marquez, Murphy (sous-secrétaire de la guerre), Almazan, Luis Mendez, Manuel Cordero, Esteban Villalba, Cortès y Esparza, Bonifacio Gutierrez, Robles Pezuela, Fonseca, Sarabia, Iribarren, Hidalgo y Teran, Arango y Escadon, Orozco y Berra, Linares, Hernandez, Victor Perez, Lopez Portillo, Thomas Murphy, général Portilla, général Galindo, l'archevêque de Mexico, l'évêque de San Luis Potosi, Sanchez Navarro, le R. P. Ficher, Vidauri, Manuel Lizardi.

M. le maréchal Bazaine s'était rendu à la séance sur le vœu de l'empereur.

De même qu'à Orizaba, M. Lares présidait l'assemblée au nom de l'empereur. Après avoir ouvert la séance, il posa en ces termes la question à résoudre :

« Dans les circonstances actuelles du pays, et en vue des chiffres présentés par les ministres de la guerre et des finances, le gouvernement impérial doit-il et peut-il entreprendre la pacification ? »

Le ministre de la guerre a déclaré qu'il comptait un effectif réel de 26,000 hommes; le ministre des finances a cru pouvoir répondre d'un revenu actuel de 11 millions de piastres, qui devra s'élever à 24 millions, puis à 36, à mesure que le gouvernement impérial rétablira son autorité dans le pays. M. le général Marquez a exprimé sa conviction que ces ressources étaient pleinement suffisantes pour avoir raison des dissidents.

Appelés à formuler leur opinion, les membres de l'assemblée ont pris successivement la parole, et deux tiers environ se sont prononcés pour que la lutte continuât jusqu'à l'affermissement de l'empire.

A la suite de cette délibération, MM. Cordero, Cortès Esparza et Luis Mendez ont donné leur démission de conseillers d'État.

M. Thomas Murphy, doyen du corps diplomatique mexicain, fut nommé ministre des affaires étrangères; M. Sanchez Navarro, — le plus considérable propriétaire foncier du Mexique, — reçut le ministère de la maison de l'empereur. Sa Majesté chargea une commission particulière de régler les dettes de la liste civile restées en souffrance, et mit à la disposition des liquidateurs sa vaisselle plate et son argenterie. Trois jours après, les voitures, chevaux, mules et autres objets du service de la cour furent mis en vente. Le 15 janvier, les dernières troupes françaises qui restaient dans l'intérieur rentraient à Mexico. Un avis officiel du quartier général fixa au 1^{er} février le départ pour Vera-Cruz du dernier convoi, auquel pouvaient se joindre les émigrants civils. Le nombre des partants français et mexicains était assez considérable; en revanche, la capitale se remplissait de plus en plus des réfugiés de l'intérieur.

Le 26 janvier, le *Diario* publia deux documents qui témoi-

gnaient de la sollicitude de Sa Majesté pour les Français qui restaient au Mexique. Ce sont une lettre et une recommandation de l'empereur. Les voici :

« Mexico, 26 janvier 1867. — Mon cher ministre des travaux publics. — Les bouleversements politiques qu'a subis et que subit actuellement le Mexique, ont eu pour conséquence la ruine complète d'innombrables familles étrangères, spécialement de nationalité française, qui se trouvent dans l'impossibilité de pouvoir profiter de l'invitation que leur a faite la légation de France de rentrer dans leur pays natal avec le corps expéditionnaire.

« Je désire soulager leur sort, en tant que possible, et leur procurer les moyens de se créer un foyer domestique parmi nous, en leur concédant les terrains qu'ils peuvent coloniser.

« Je vous recommande donc de me proposer les moyens convenables pour atteindre ce but. — Recevez, etc. — Maximilien. »

— « Généraux, chefs, officiers et sous-officiers de notre armée nationale! — Parmi vous existe un grand nombre de militaires distingués, qui n'ont pas vu le jour au Mexique, mais qui sont Mexicains d'adoption et de cœur. Je désire ardemment que la plus parfaite fraternité règne entre les indigènes et les fils adoptifs du Mexique; qu'ils partagent ensemble les fatigues de la guerre, les périls des combats et les douceurs de la paix. Je vous adjure tous d'agir ainsi, car il me serait douloureux d'avoir à punir, soit des actes, soit des paroles qui troubleraient l'harmonie et pourraient blesser la susceptibilité de ceux qui sont aujourd'hui nos frères. Je leur adresse, à eux aussi, la même recommandation, et je ne doute pas que je ne sois également satisfait des uns et des autres.

« L'armée française rentre dans sa patrie, mais un nombre considérable des fils de la noble France restent parmi nous, servant dans l'armée nationale, après avoir servi dans celle de leur pays, et appliqués au commerce, à l'industrie et aux